



International Social Sciences & Management Journal | ISSM

01|2019

Résistances économiques et sociales dans les Suds

Problématique de transition du secteur informel au troisième secteur

Issue of transition from the informal sector to the third sector

Par
Lotfi BENNOUR

Maître de conférences / UCAR / INTES



Les contenus de la revue ISSM sont mis à disposition selon les termes de la licence *Creative Commons* Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification (CC BY-NC-ND).

Résumé

Le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ou troisième secteur économique est depuis longtemps méconnu en Tunisie : son poids est estimé à 1% du PIB. De même, son apport en termes de création d'emplois reste subjectif et insignifiant. Il n'est pas pris en considération dans les agrégats de la comptabilité nationale.

L'Etat œuvre dans une optique quasi-exhaustive, il lutte contre la pauvreté, suit une politique active de l'emploi pour baisser le taux de chômage, assure la gratuité des soins aux plus démunis, subventionne les produits de base, etc.

Une étude stratégique menée par le gouvernement tunisien sur l'économie sociale et solidaire a montré l'importance de ce secteur et le rôle qu'il pourrait jouer dans les domaines socio-économiques.

La promotion du secteur économique formel et des principes de l'ESS en termes de démocratie, de bonne gouvernance, de liberté etc., pourrait constituer un levier de développement à l'économie tunisienne et un appui au secteur économique organisé.

Mots clés : Travail décent, responsabilité sociale, entreprise sociale, tiers secteur.

Abstract

The social and solidarity economy (SSE), also known as the third economic sector, has long remained an unknown territory in Tunisia: it makes for only 1% of the GDP with a subjective and rather insignificant influence on job creation. It is, to this day, yet to be represented in the national accounts' aggregates.

The government operates with a comprehensive agenda that champions the fight against poverty, presents a strong employment policy, provides free healthcare to the poor, subsidizes basic products, etc., hence the growing interest in the SSE. The Tunisian strategic study (2017) has demonstrated the considerable potential of the social and solidarity sector to improve the socioeconomic landscape.

Theoretical evidence tells us that promoting the SSE through the means of democracy, good governance, etc., can provide substantial support to the development of the Tunisian formal economy, ensuring poor and disenfranchised people gain greater control over resources and decision-making processes that affect their lives.

Keywords: decent work, social responsibility, social enterprise, third sector.

Introduction

Depuis les années 1990, les chercheurs en économie et en sociologie tendent à développer la notion d'économie sociale pour remplacer celle d'économie informelle.

Il peut s'agir d'une économie accès sur l'esprit d'entreprise solidaire qu'on discernait universel et qui pourrait libérer les catégories défavorisées assemblées dans leur capacité d'initiative par les pratiques en vigueur.

Il peut s'agir aussi d'une alternative socialement utile comme remède à l'extrême pauvreté selon l'évaluation du **Fonds Monétaire International (FMI)**.

Les recherches les plus raisonnables montrent qu'il s'agit plutôt d'acteurs mettant en action des politiques de subsistance misant sur le facteur travail plutôt que sur le facteur capital inscrit dans une logique de maximisation de profit.

Ces initiatives peuvent, si elles croissent, devenir des entreprises originales en contribuant à la construction de systèmes locaux d'échanges et à une plus grande coopération en faveur du travail.

Cela devient réalisable lorsque ces initiatives obtiennent le soutien financier solidaire des responsables et acteurs sociaux locaux ou d'ONG qui lui font connaître ce modèle économique et social. Les statistiques de l'agence pour l'emploi des Nations Unies montrent que plus le pays est développé plus le poids du secteur informel est faible. Il y a une sorte de corrélation négative entre les emplois informels et le niveau de développement.

La moyenne mondiale représente plus de 61 % des occupés exerçant dans le secteur informel. Selon la répartition spatiale entre les continents et les régions, cette moyenne varie de 85,8 % en Afrique, 68,2 % en Asie et dans le Pacifique, 68,6 % dans les États arabes, 40 % dans les Amériques et à d'un peu plus de 25 % en Europe et en Asie centrale.

Au total, 93 % de l'emploi informel dans le monde se trouvent dans les pays émergents et en développement.

La répartition des emplois informels selon le genre ne donnent pas de grandes disparités puisque les hommes en représentent 63 % contre 58,1 % parmi les femmes.

Dans ce cadre, l'OIT déclare que sur les deux milliards de travailleurs informels dans le monde, un peu plus de 740 millions sont des femmes qui travaillent principalement dans la plupart des pays à revenu faible et intermédiaire.

1. Problématique de l'informel

Quels que soient les "bienfaits" de l'informel sur l'individu et la société, il a un fort impact négatif et de multiples suites tragiques sur les travailleurs, les entreprises et les sociétés.

Pour les deux milliards d'individus qui exercent dans ce secteur, l'informalité indique une privation de protection sociale et de droits au travail ainsi que des conditions de travail pénibles et pour l'Etat, une faible productivité et un manque à gagner.

En RDC, la République Démocratique de Congo, plus de 80% de la population active est contrainte d'exercer dans la subsistance du secteur informel, dont l'ensemble des activités ne représente que 20% du PNB. Dans une société commandée par l'économie informelle, les périls sont multiples. Les modalités de travail souvent indécentes et l'incertitude permanente sur sa propre source de revenus dégradent non seulement le niveau de vie de chaque personne, mais ont aussi disposition à dégrader les relations dans les populations touchées.

Ceci indique également des raisons de ne pas admettre l'économie informelle comme une réalité incontournable, même si la plupart des acteurs de cette économie n'ont pas d'autres choix.

On ne pourrait lutter contre ce genre d'acteurs économiques extracomptables et en dehors des lois en vigueur que par la formalisation et son remplacement par le tiers secteur.

Une réflexion en ce sens permettrait de tracer de nouvelles pistes, afin d'enclencher un renouvellement des débats théoriques et empiriques sur les activités économiques dites « informelles ».

Les concepts du 3ème secteur et d'économie sociale et solidaire peuvent nous aider à aller dans ce sens.

2. De l'informel au troisième secteur, le cas de la Tunisie

Le terme tiers secteur occupe une place entre marché, Etat et communauté, il se réfère aux coopératives, mutuelles, associations, entreprises sociales et fondations qui ont une finalité plutôt sociale.

Les domaines tels que le développement durable, la responsabilité sociale, ou bien encore les entreprises d'insertion par le travail forment le tiers secteur. Ses valeurs principales étant néanmoins similaires à celles des organisations de l'économie sociale, l'on emploie souvent le terme d'« Économie Sociale et Solidaire ».

Le tiers secteur ne se limite pas à apporter une aide uniquement à ses membres, mais a souvent une orientation plus territoriale.

L'Institut national de la statistique tunisien ne recueille actuellement pas de données sur l'activité du secteur, et ne donne pas une image réaliste de la contribution du tiers secteur à l'économie nationale.

Selon l'Institut National de la Statistique (INS), " **le secteur informel est constitué des unités économiques, quel que soit leur statut juridique et leur type d'activité (y compris l'agriculture), produisant des biens et services pour le marché et ne disposant, de fait ou de droit, d'aucune comptabilité complète**". Ces unités seront considérées dans les comptes nationaux comme des entreprises individuelles du secteur des ménages.

Contrairement à la moyenne mondiale selon le genre, les **emplois informels en Tunisie ont une forte composante masculine (76,5%)**.

Quant au volet de rémunérations de la main d'œuvre, et malgré l'importance de la production que réalise ce secteur, 14,5 Milliards DT¹ et un revenu net de 8 Milliards DT, l'Institut National de la Statistique indique que la comparaison des salaires au Salaire Minimum Industriel Garanti (SMIG)² fait ressortir que 32,3% de l'ensemble des salariés identifiés ont un salaire inférieur au SMIG.

D'où l'impact paradoxal de ce secteur sur la comptabilité nationale puisque le poids important du secteur informel entraîne un important manque à gagner au budget de l'Etat.

L'Etat tunisien perd chaque année 2000 millions de dinars à cause du fléau de l'économie parallèle.

Dans ce cadre, il serait nécessaire de lancer des études spécifiques pour les secteurs les plus touchés par l'économie parallèle et d'instaurer un plan de développement du secteur de l'économie sociale et solidaire

En effet, l'absence de comptabilité fait que ce secteur restera incontrôlable par les services de la fiscalité et ne contribuera donc jamais aux ressources de l'Etat. Certains défendent l'informel en le présentant comme un outil de régulation sociale puisqu'un million deux cent mille tunisiens exercent dans ce secteur. Or, les dynamismes du secteur informel ne dévoilent pas tous les mêmes dominants que ceux relevant de l'économie sociale et solidaire.

En effet, les actions de l'économie informelle n'ont pas toutes une mission sociale.

¹ En mai 2019, 1Euro = 3.4 dinars tunisiens (DT)

² SMIG en Tunisie = 403 DT en mai 2019

Dans ce cas, comment l'ESS pourrait arriver à transformer l'économie informelle en économie formelle ?

Comment l'ESS pourrait constituer un pont entre le secteur informel et le secteur formel?

La transition dans ce sens est complexe puisque les frontières entre les deux secteurs ne sont pas claires, il y a une interdépendance entre l'organisé et le non organisé puisqu'on observe souvent des activités, des pratiques et des emplois informels dans le secteur formel.

3 - Débat théorique

Théoriquement, l'ESS trouve une partie de ses analyses dans la microéconomie qui visait à s'intéresser à l'individu en tant que consommateur qui cible comme objectif la maximisation de sa satisfaction tout en optant pour un équilibre entre l'offre et la demande sur le marché. L'économie sociale et solidaire est au départ portée par un ensemble hybride d'individus qui désirent quitter le modèle classique basé sur le privé et le public pour une économie à visage humain, non pas de correction pour éteindre les incendies mais plutôt d'échange afin d'opter pour d'autres modèles de production et de consommation.

L'existence d'un troisième secteur économique aux côtés du public et du privé pourrait orienter l'économie vers l'homme en tant qu'objectif incontournable.

Pour les pays émergents, l'ESS recouvre aujourd'hui de multiples réalités allant du marché du travail, la maîtrise de l'inflation, la sauvegarde de la valeur de la monnaie nationale, du commerce équitable, en passant par les associations, les mutuelles et les coopératives, afin d'assurer une transparence dans l'entreprise qui doit rester d'une taille correcte et au lieu d'avoir comme objectif la maximisation des profits, elle pourrait désormais cibler comme objectif la couverture de ses dépenses tout en réalisant des bénéfices raisonnables.

Pour le Prix Nobel 2014, Jean Tirole, le modèle théorique abstrait qui a dominé la science économique au XXe siècle est dépassé. Il défend une plus grande transversalité avec les sciences sociales

De l'abstraction au réalisme, selon Tirole : c'est le salarié qu'il faut protéger et non l'emploi.

Le marché a ses défaillances, l'Etat aussi. Un Etat moderne, plus arbitre que planificateur, se fait plus régulateur que producteur.

En effet, un acteur économique peut opter pour la pollution de l'environnement plutôt que de réduire ses activités ou de les rendre plus vertes. De même, on peut prendre des risques aventureux au dommage des consommateurs ou du contribuable

Cette remise en cause de l'Homo economicus a peu à peu poussé l'économie à s'ajuster des autres sciences sociales, afin de mieux comprendre les comportements humains et ainsi améliorer ses connaissances, ses modèles et ses théories.

Les sociologues relèvent la gravité de ne pas observer l'individu hors contexte, c'est-à-dire sans considérer son environnement social.

Désormais, les économistes prennent en considération mais timidement la complexité humaine dans leurs travaux.

4 - Analyse empirique comparative

Une compréhension universelle du concept de tiers secteur ou de ses organisations n'existe pas. De plus, contrairement à certains pays, en Tunisie l'Institut National de la Statistique ne recueille pas directement de données officielles sur le secteur, la taille de ce secteur reste méconnue.

En Allemagne et en France par exemple, les chiffres montrent bien que la part des entreprises du tiers secteur est d'environ 7% plus élevée en France qu'en Allemagne (3,03% d'entreprises du tiers secteur allemand par rapport aux entreprises « classiques » en 2007, comparé à 9,9% d'entreprises du tiers secteur en France en 2006), le taux d'emploi y est pourtant à peu près le même. Tandis qu'en France le tiers secteur offre 11% du total des emplois dans le pays, ce taux est de 10% en Allemagne. C'est-à-dire que, bien qu'il y ait moins d'entreprises du tiers secteur en Allemagne (en 2007 et par comparaison avec les chiffres français de 2006), le taux d'emploi moyen y est nettement plus élevé.

Les années 1980 voient émerger un grand nombre de groupes d'entraide et d'initiatives citoyennes, et parallèlement, une forte hausse dans la création d'organisations sociales a pu être observée lors de la réunification allemande en 1990.

Depuis quelques années, le tiers secteur en Allemagne bénéficie d'une reconnaissance grandissante, cela grâce à la modification de la législation, à la création de nouvelles lois encourageant la participation citoyenne, ou par le biais d'initiatives permettant de rendre compte statistiquement de la taille et de l'importance du tiers secteur.

Le tiers secteur est mieux enraciné en France qu'en Allemagne. En effet, l'emploi au sein de ses structures pénètre toutes les sphères économiques en France, alors qu'il semble être réduit à compléter les devoirs et responsabilités de l'Etat en Allemagne. Cela est probablement dû soit à un développement historique différent, soit à une différence dans la structuration du secteur.

Les organisations du tiers secteur ne sont actives que dans les domaines sociaux que l'Etat ne couvre pas ou néglige, offrant dès lors une alternative aux services étatiques, sans décharger l'Etat de ses responsabilités. Au regard de sa taille et de son impact économique, l'Etat est, de facto, contraint de reconnaître le tiers secteur comme un poids politique déterminant.

Le tiers secteur a gagné de l'importance au sein de l'économie en créant des milliers d'emplois et en pénétrant de plus en plus de secteurs économiques, comme la finance, le commerce ou l'industrie. Toutefois, il y a des grandes divergences entre les pays du Nord et les pays du Sud. Les données officielles françaises montrent que la comparaison du nombre d'habitants au nombre d'associations donne environ 1749 associations pour 100 000 habitants, contre 393 au Maroc et 184 uniquement en Tunisie. Ces chiffres mettent en évidence la place importante du troisième secteur dans la société française dont le poids dans le PIB français et la population active représente respectivement 11% et 10%.

En revanche, ce secteur reste anonyme et n'est pas pris en considération par les statistiques et indicateurs de la comptabilité nationale tunisienne de l'Institut National de la Statistique.

La culture de l'économie sociale et solidaire semble beaucoup plus enracinée dans la société française que la société tunisienne.

Lorsqu'on analyse le tiers secteur sur une base nationale on constate qu'en Tunisie, les autorités publiques, les chercheurs, et les entreprises sociales elles-mêmes n'ont que trop peu de conscience de leur appartenance au tiers secteur.

Au vu des avancées de l'ESS en France et de son rôle modeste en Tunisie, l'intérêt qu'on porte à l'expérience marocaine reste plus réaliste et objectif. Au Maroc, l'économie sociale et solidaire est ancrée dans les discussions politiques.

L'expérience marocaine de ce modèle semble proche de la réalité économique et sociale de la Tunisie.

Il est donc temps d'observer de plus près le tiers secteur tunisien, en optant pour une comparaison internationale de son développement historique, son ancrage juridique et sa situation actuelle par rapport à l'expérience du Maroc.

En se fiant aux indicateurs et aux chiffres officiels marocains et les adoptant dans un test statistique pour le cas tunisien afin de tenter de construire des scénarios objectifs et des projections réalistes.

L'expérience marocaine est une hypothèse statistique plausible, elle donne des attentes positives en matière de création de richesse, d'organisation d'une partie du secteur parallèle et de création d'emplois.

Ainsi, l'adoption des ratios marocains pour construire des prévisions pour le troisième secteur en Tunisie donne des estimations raisonnables et plus proches de la réalité sociale tunisienne.

Les résultats construits donneraient pour l'année 2025 une estimation d'environ 45277 associations soit la nécessité de créer environ 23000 nouvelles associations entre 2018 et 2025 dont 2544 associations seraient créatrices de postes d'emplois.

En 2025 les prévisions donneraient 5,6% associations opératrices sur le marché du travail parmi les 45277 associations estimées pour l'année 2025. Ces nouvelles créations ajoutées au stock initial donneraient une estimation de 81278 emplois créés sur toute la période 2018-2025, soit une moyenne annuelle de 11 000 emplois par an.

En se basant sur l'approche et les ratios marocains, ce secteur serait en mesure de convertir environ 26822 emplois du secteur informel au secteur formel soit une transformation annuelle moyenne d'environ 3000 emplois.

5 - Troisième secteur ou secteur médiateur

L'indexation sur l'expérience marocaine montre que l'économie sociale et solidaire serait présentée comme un secteur médiateur en connexion avec l'Etat, les entreprises privées et le secteur informel.

L'ESS ne peut pas résoudre tous les problèmes des deux autres secteurs. Elle sert de multiples variations organisationnelles, par exemple des coopérations entre le secteur privé et public, des associations à but non lucratif et des entreprises privées, juridiquement reconnues ou non, etc. De plus, ces organisations interviennent là où l'offre ne satisfait pas la demande.

En effet, les services publics centraux sont souvent trop plats et peu adaptés aux besoins spécifiques des territoires et de certains groupes sociaux, tandis que les services privés qui pourraient répondre à ces besoins individuels sont souvent impénétrables car inabordables. Dans ce cas, les composantes de l'économie sociale et solidaire ne peuvent adhérer que partiellement l'offre.

Contrairement à l'économie privée tournée en priorité vers le profit et le capital, le tiers secteur est orienté en priorité vers l'homme et la famille nécessiteuse via de multiples des associations, des mutuelles, des coopératives, des entreprises solidaires ou des fondations.

Conclusion

Les notions d'économie informelle, d'économie sociale et solidaire et de tiers secteur sont souvent différentes selon les pays et les continents, au Nord comme au Sud.

L'économie informelle en Tunisie est plutôt une économie urbaine pour la survie, il s'agit d'une économie de la débrouille où environ un millions de personnes s'organisent en marge de l'aide et de la réglementation de l'État avec des moyens de financement faibles.

Pour le cas tunisien, la notion d'économie informelle peut être approchée du côté de la notion du troisième secteur tout particulièrement les entreprises solidaires et les micro-entreprises familiales. Les emplois dans l'informel sont en général des emplois de proximité.

Ainsi, pour que l'économie informelle se transforme en tiers secteur et assurer un développement local, il serait recommandé d'avoir un appui de mouvements sociaux locaux ou d'ONG ainsi qu'un accompagnement par la finance solidaire. Ces initiatives pourraient permettre à des activités économiques informelles de devenir de véritables alternatives socioéconomiques et des parties prenantes d'un développement intégré du pays.

Enfin, le troisième secteur peut être une alternative pour assurer une cohésion sociale à partir d'un commerce équitable, des métiers de proximité solidaires, finances solidaires, régies de quartiers transformés par des initiatives solidaires.

Références bibliographiques

ARCHAMBAULT Edith for RECMA (). Y a-t-il un modèle européen du secteur sans but lucratif ? *Revue Internationale de l'Economie Sociale*, n° 282

Bourque, D., Comeau, Y., Favreau, L. et L. Fréchette (2007). *L'organisation communautaire. Fondements, approches et champs de pratique*, Québec, éditions Presses de l'Université du Québec, 540p.

Demoustier, D. (2001). *L'économie sociale et solidaire. S'associer pour entreprendre autrement*, Alternatives économiques/Syros, Paris.

DEFOURNY, Jacques, PESTOFF, Victor (2008). EMES European Research Network: Images and Concepts of the Third Sector in Europe. WP n° 08/02. Source primaire: PESTOFF, V. (1998 & 2005) *Beyond the Market and State. Civil Democracy and Social Enterprises in a Welfare Society*, Aldershot, UK and Brookfield, NJ: Ashgate.

Favreau, L. et E. Molina (2014). *La solidarité internationale du mouvement des agriculteurs québécois. L'expérience de l'organisation UPA Développement international*, éditions CRDC, UQO, 100 p.

FERRATON, Cyrille (2007). *Associations et coopératives : une autre histoire économique*, Paris, éditions ERES, 239 P.

Observatoire national de l'économie sociale et solidaire. Atlas (2009). *De l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions*.